

## République démocratique du Congo, Pour une éducation au service de la croissance et de la paix

*En RDC, malgré les crises, l'évolution de la couverture scolaire entre 2001 et 2012 s'est améliorée à tous les niveaux d'enseignement et l'accès à l'école est désormais quasi universel. Cela étant, de fortes disparités de scolarisation existent, en particulier selon l'origine sociale des enfants, et le financement public de l'éducation n'est pas orienté vers les enfants issus des ménages les plus pauvres. Des efforts devraient être accomplis pour alléger la charge financière des familles mais également pour améliorer la gestion du corps enseignants et la qualité des apprentissages.*

### 1. Des réussites dans un contexte peu propice au secteur éducatif

#### 1.1 Un contexte socio-politique difficile

Le système éducatif congolais s'inscrit dans un contexte démographique, social et politique incontestablement fragile. D'ici 2025, le nombre d'enfants scolarisables va s'accroître pour tous les groupes d'âge, nécessitant une augmentation de la capacité d'accueil du système de près de 50 % pour atteindre l'objectif d'éducation pour tous. Parallèlement, les indicateurs sociaux sont faibles : 63 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, la mortalité infanto-juvénile atteint 104 pour 1 000 naissances, la malnutrition chronique et le paludisme continuent de poser de sérieux problèmes de santé publique et le pays compte plus de 3,6 millions d'orphelins. A ceci s'ajoute une situation politique instable, notamment dans l'est du pays où 7 millions d'enfants sont scolarisés dans des zones jugées à haut risque.



#### 1.2 Des indicateurs de scolarisation en hausse

Malgré ces difficultés, les indicateurs de couverture, d'accès et d'achèvement se sont améliorés à tous les niveaux d'enseignement entre 2001 et 2012.

Par ailleurs, aucune relation ne peut être établie sur l'effet éventuel des conflits sur l'admission au primaire ; montrant ainsi une certaine résilience du système éducatif face aux crises.

L'accès à l'école est devenu quasi universel (95 %) et ce sont près de 7 enfants sur 10 qui atteignent en 2012 la dernière année du primaire, contre 3 enfants sur 10 en 2001.

Evolution de la couverture scolaire, par niveau d'enseignement, 2005/06-2011/12 (TBS en % et nb. d'apprenants pour 100 000 hab.)						
	Pré-scolaire	Primaire	1 <sup>er</sup> cycle	2 <sup>nd</sup> cycle	EFTP	Ens. Sup.
RDC 2005/06	3,0 %	90,4 %	35,2 %	28,2 %	906	432
RDC 2011/12	4,3 %	110,4 %	53,3 %	36,6 %	1101	801
Moy. pays comparateurs	22 %	108 %	47 %	23 %	415	532

Source : calcul IIEP Pôle de Dakar à partir des données scolaires et projections de population des Nations unies

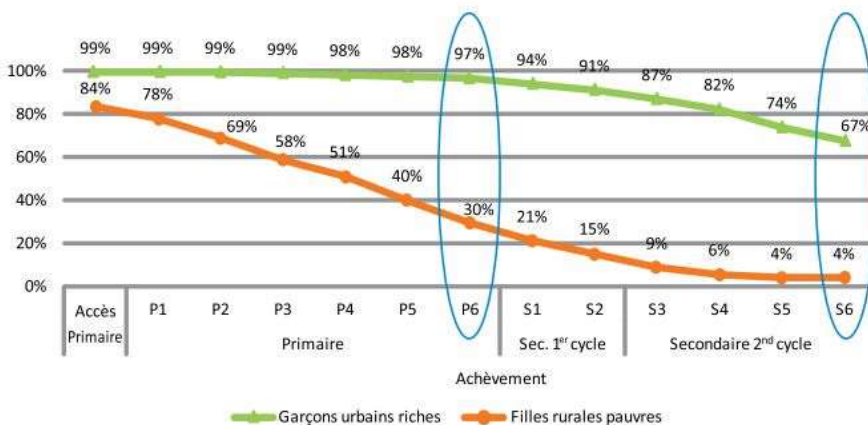
## 2. Des difficultés persistantes

### 2.1 Des niveaux de scolarisation inégaux

Si l'évolution globale de la couverture scolaire est positive à tous les niveaux d'enseignement, de forts déséquilibres existent cependant entre secteurs. Avec seuls 4,3 % des enfants qui bénéficient d'un service préscolaire, la RDC reste parmi les pays ayant l'un des plus faibles niveaux de couverture à ce niveau d'enseignement et la couverture est également très faible au niveau des filières courtes de la formation professionnelle (80 individus sur 100 000). A l'opposé certains secteurs connaissent une forte progression. C'est en particulier le cas de l'enseignement supérieur dont la couverture a doublé entre 2001 et 2012, atteignant plus de 800 étudiants pour 100 000 habitants.

De fortes disparités existent dans le système, le facteur le plus discriminant étant le niveau de vie des familles. En effet, les enfants issus des ménages les 20 % les plus aisés ont 25 fois plus de chances d'accéder au supérieur que leurs camarades issus des familles les plus pauvres. Par ailleurs, les effets cumulés des disparités selon le lieu de résidence (urbain/rural) et le genre conduisent à des situations très contrastées à mesure que l'on avance vers les niveaux élevés du système éducatif. Ainsi, seules 4 % des filles issues d'un milieu rural et pauvre atteignent la fin du secondaire contre 67 % pour les garçons issus d'un milieu riche et urbain.

#### Profils de scolarisation probabilistes selon différentes dimensions cumulées



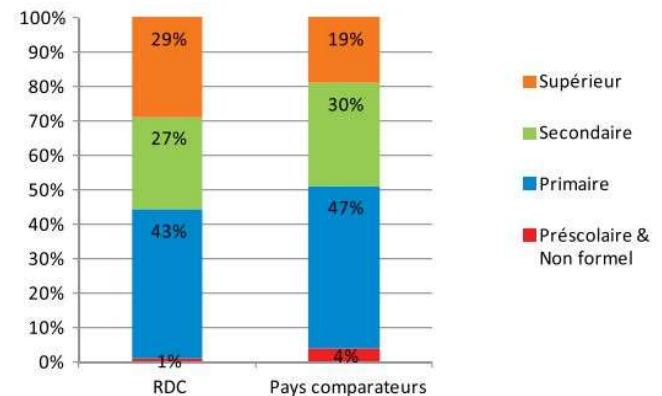
Source : enquête MICS4 2010, calculs IPE Pôle de Dakar.

### 2.2 Une structure de dépenses déséquilibrée

Les déséquilibres dans les scolarisations se retrouvent dans la structure des dépenses publiques d'éducation.

En 2012, l'enseignement primaire absorbait 43 % des dépenses courantes du secteur, le secondaire 27 % et le supérieur 29 %. Cette répartition montre un arbitrage en faveur de l'enseignement supérieur au détriment des autres secteurs, comme l'indiquent les proportions moyennes observées dans les pays comparateurs (respectivement 47 %, 30 % et 19 %). Avec moins de 1 % des dépenses publiques, les secteurs du préscolaire et de l'éducation non formelle ne bénéficient que très peu du financement de l'Etat.

#### Allocation intra-sectorielle des dépenses courantes publiques d'éducation, RDC et pays comparateurs



Source : enquête MICS4 2010, et calculs des auteurs.

La répartition entre dépenses privées et publiques d'éducation est également déséquilibrée. En RDC, Les ménages contribuent à près de 77 % des dépenses courantes d'éducation dans le primaire et le secondaire, classant ainsi le pays parmi ceux où l'apport des ménages est des plus importants.

Le financement public n'est pas orienté vers les enfants des ménages les plus pauvres. Une forte proportion des dépenses tend à se concentrer sur une faible proportion de la population aisée : 51 % des dépenses publiques d'éducation sont consommées par les 10 % les plus éduqués, issus pour l'essentiel des milieux urbains les plus riches.

Au final, un jeune issu des 20 % des ménages les plus riches, du fait de sa scolarité plus longue, « s'approprie » 7,4 fois plus de ressources publiques de l'éducation qu'un autre issu des 20 % des ménages les plus démunis.



### **2.3 De nombreux enfants en dehors de l'école**

Ces questions financières sont au cœur d'importants problèmes de non scolarisation et de déscolarisation. De 4,1 millions en 2007, le nombre d'enfants en dehors du système scolaire a certes baissé pour atteindre 3,5 millions en 2012. Mais ce chiffre est toujours très élevé et parmi ces enfants, 2,9 millions n'avaient encore jamais mis les pieds à l'école. Dans 75 % des cas, les contraintes économiques sont la justification donnée par les parents pour expliquer l'absence à l'école de leur enfant.

Par ailleurs, avec 44 % de nouveaux entrants en première année du primaire ayant plus de 6 ans (dont nombre de plus de 10 ans), le risque d'abandon est très important. En RDC, 3 enfants sur 10 ne terminent pas le cycle primaire.

### **2.4 Une faible qualité de l'éducation**

Après 6 années d'études, seuls 47 % des jeunes congolais sont alphabétisés (contre 59 % en moyenne dans les pays comparateurs). Les lacunes s'observent dès le début du cycle primaire ; nombreux sont les enfants qui en 4<sup>e</sup> année apprennent encore à lire au lieu de lire pour apprendre. Et ces lacunes tendent à persister tout au long de la scolarité : le faible niveau en français de nombreux élèves au primaire pénalise leur apprentissage.

## **3. Des pistes de progrès existent**

### **3.1 Poursuivre les efforts de financements publics de l'éducation**

Portées par une solide croissance économique (6,1 % de hausse du PIB en moyenne par an entre 2003 et 2012) et l'engagement fort du gouvernement, les dépenses d'éducation ont plus que doublé en termes réels entre 2005 et 2012. Elles atteignent désormais 1,8 % du PIB mais ce niveau reste faible en comparaison aux pays de développement similaire (3,8 % du PIB) ; notamment en raison du faible niveau de pression fiscale. Avec 15 % des dépenses courantes allouées à l'éducation contre 22 % dans les pays comparateurs, de réelles marges de manœuvres existent pour accroître le financement de l'éducation et alléger la charge financière des familles. Un rééquilibrage des allocations intra-sectorielles en faveur du primaire devrait également être opéré au regard de l'objectif d'une éducation de base universelle d'ici 2024.

### **3.2 Améliorer la gestion du corps enseignants**

Le niveau de rémunération représente pour les enseignants du primaire et du secondaire un niveau équivalent à 1,9 fois le PIB par habitant. Ces niveaux sont bien en deçà des niveaux moyens observés dans les pays comparateurs : 3,7 et 5,5 fois le PIB par habitant respectivement au primaire et au secondaire. Cette faible rémunération, associée à des ratios élèves-maître relativement élevés, maintient les coûts unitaires d'éducation à des niveaux parmi les plus bas de la région. Une véritable politique enseignante devrait être développée en prenant en compte la question de la rémunération mais aussi l'attractivité du métier, la féminisation de la profession et la cohérence des affectations.

### **3.3 Accroître la qualité des apprentissages**

L'amélioration de la qualité des apprentissages appelle une refonte de la gestion pédagogique. Ceci implique une révision des pratiques enseignantes par le renforcement de leur formation initiale et continue mais également par le renforcement des mécanismes de suivi. Le recours au redoublement devrait être limité en privilégiant l'accompagnement individuel des élèves en difficulté. Il faudrait également veiller à s'assurer du respect du temps scolaire, de la disponibilité de manuels et d'outils pédagogiques en nombre suffisant et du développement du préscolaire compte tenu de ses effets positifs sur la préparation à l'école. Enfin, la question du statut des langues d'enseignement devrait être posée.

### 3.4 Mieux contribuer à la résolution des conflits

Si dans certaines provinces, notamment grâce aux organisations humanitaires, le système éducatif fait preuve d'une grande résilience et permet la continuité des apprentissages en dépit des crises, le système est encore peu équipé pour faciliter la résolution des conflits. Peu d'enseignants sont en effet outillés pour promouvoir la paix à travers l'éducation (seuls 20 % sont formés à la résolution des conflits) et plus d'un quart des élèves ne se sent pas en sécurité à l'école. Il apparaît essentiel de poursuivre la formation des autorités administratives et éducatives sur l'éducation en situation d'urgence, la réduction des risques de crises, et l'éducation pour la consolidation de la paix.



*Cette note est une présentation synthétique du Rapport d'état du système éducatif de la République démocratique du Congo, finalisé en Novembre 2014. Ce rapport, préparé à la demande du gouvernement, est le fruit de la collaboration entre une équipe nationale multi-ministérielle, le Pôle de Dakar de l'IPE, le bureau de l'UNESCO à Kinshasa et l'UNICEF.*

*Auteurs du rapport : Équipe nationale de la RDC ; Diane Coury et Jean Luc Yameogo (IPE - Pôle de Dakar).*

*Rédacteur de la note : Jonathan Jourde (IPE - Pôle de Dakar).*



[www.iipe-poledakar.org](http://www.iipe-poledakar.org)